

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 6 • 5 FÉVRIER 2021 • CHF 3.-

Le parti solidaritéS genevois miné par les divisions et au bord de l'implosion page 2



Un Forum social virtuel couronné de succès et riche de promesses page 3



Les dérives du secteur privé face au Covid-19 page 3

Droit de vote féminin, enfin

SUISSE • Depuis une semaine, les médias helvétiques se mobilisent pour les 50 ans du droit de vote féminin sur le plan national. S'agit-il d'une fête? En aucun cas.

Le «peuple» (alors constitué uniquement de mâles aux bras nouveaux) devrait avoir honte, rétrospectivement, d'avoir tant tardé à considérer ses mères, sœurs, épouses et filles comme des êtres humains à part entière, comme des concitoyennes aux droits égaux. Jusqu'à ce 7 février 1971 étaient exclus du droit de vote «les mineurs, les fous, les repris de justice et les femmes». Merci pour nous!

Revers en série

Il en aura fallu, du temps! En 1948, la nouvelle Constitution fédérale garantit à «tout Suisse» un droit de vote et d'éligibilité... mais les femmes n'étaient pas incluses dans cet universel. Qui étions-nous, alors? Des meubles? Les Zurichoises lancent la première initiative parlementaire visant à obtenir le droit de vote des femmes à l'occasion de la révision de la Constitution cantonale. En vain.

En 1886, une pétition est présentée pour la première fois par 13 femmes, emmenées par la féministe Marie Goegg-Pouchoulin. En vain. Des associations locales d'ouvrières se forment et se regroupent au sein de l'Association suisse des ouvrières en 1890, qui revendique officiellement en 1893 le droit de vote et d'éligibilité des femmes. En vain.

Lors du changement de siècle, les femmes de tout le pays s'organisent et constituent diverses associations de femmes pour et contre le droit de vote des femmes. Les plus importantes sont l'Alliance de sociétés féminines suisses (ASF), dirigée par Helene von Mülinen, et l'Association suisse pour le suffrage féminin (ASSF). En 1904, Le Parti socialiste suisse (PS) est le premier parti à inscrire dans son programme l'introduction du droit de vote des femmes en Suisse.

Pendant la Première Guerre mondiale, le mouvement ralentit. Les associations féminines s'occupent, entre autres, de l'aide sociale car, à cette époque, il n'y avait pas d'assurances sociales en Suisse. En 1919, deux motions (changées en postulats) réclamant l'introduction du droit fédéral de vote et du suffrage féminin sont transmises au Conseil fédéral... qui les met au placard pendant des décennies! En 1921, le suffrage féminin est soumis au vote dans certains cantons (Genève, Neuchâtel, Bâle-Ville, Zurich, Glaris et St-Gall), mais toutes les votations débouchent sur un résultat négatif. Un groupe de Bernoises dépose un recours de droit public, que le Tribunal fédéral rejette en se basant sur «le droit coutumier».

Femme... au foyer

À l'été 1928, se tient l'Exposition nationale suisse du travail féminin (SAFFA). Un char accompagne le cortège: un escargot appelé «droit de vote des femmes». Sur la lancée, l'Association suisse pour le suffrage féminin (ASSF) remet à la Chancellerie fédérale une pétition munie de 249'237 signatures (170'397 femmes, 78'840 hommes) récoltées par les associations féminines. Elle restera lettre morte.

Durant les années 30, la crise économique et le renforcement des tendances politiques conservatrices et fascistes imposent un modèle social renvoyant la femme au foyer. En 1948, on fête le centenaire de la Constitution, les associations féminines remettent au Conseil fédéral, en guise de symbole, une carte de l'Europe avec une tâche noire au centre.



A cette date-là, tous les pays européens avaient introduit le droit de vote des femmes, à l'exception de la Suisse, du Liechtenstein et du Portugal. Mais le Conseil fédéral publie un rapport (1951) qui estime «prématuré» (sic!) d'organiser une votation fédérale pour le droit de vote des femmes, en raison des revers essuyés dans les cantons (30 ans plus tôt).

Marche sur Berne

En pleine guerre froide, le Conseil fédéral souhaite introduire l'obligation pour les femmes de servir dans la protection civile. Les associations féminines suisses s'opposent vigoureusement aux nouvelles obligations tant qu'elles ne disposent pas de nouveaux droits. Afin de sauver le projet de protection civile, le Conseil fédéral présente rapidement un projet de votation sur le suffrage féminin. Le 1er février 1959, c'est NEIN, NO, NON à 66,9%. Les 3 cantons ayant voté oui l'accorderont au niveau cantonal et communal: Vaud, Neuchâtel et Genève.

En 1968, alors que dans le monde entier, les jeunes descendent dans les rues pour défendre les droits humains et combattre les discriminations, le Conseil fédéral décide de signer la Convention européenne des droits de l'homme... en excluant le droit de vote des femmes! Les associations féministes progressistes protestent massivement et organisent une marche sur Berne. Ce qui conduira le Conseil fédéral à organiser une nouvelle votation, fixée au 7 février 1971. Qui est ENFIN acceptée par 65,7% de la population et 18 cantons contre 34,2% et 8 cantons: Argovie, Glaris, Thurgovie, Saint-Gall, Uri, Schwyz, Obwald, Appenzell Rhodes-Intérieures.

A la traîne

Ce jour-là, enceinte de 8 mois, je me trouvais dans le local de vote de Meyrin, parce qu'il y avait également des votations cantonales. Genève a voté oui à 91,1%, une fierté. Auparavant, nous avions entendu, sur les ondes, des propos ahurissants sur l'incapacité des femmes, la chienlit qu'elles allaient

provoquer, mettant en péril la paix des ménages et l'équilibre national. Le droit de vote accordé aux Allemandes et aux Belges (1919), aux Britanniques (1928), Espagnoles (1931), Françaises (1944), Italiennes (1945) n'avait pas désorganisé leurs pays, mais on continuait, en Suisse, à proférer ce genre de stupidités. Et il faudra un arrêt du Tribunal fédéral, le 27 novembre 1990, pour obliger Appenzell Rhodes-Intérieures à accorder aux femmes le droit de vote sur le plan cantonal, 20 ans après!

Le droit de vote est le premier des droits de tout.e citoyen.ne. On peut se demander pourquoi il aura fallu tant de temps à la Suisse pour se conformer à l'Europe, aux droits humains, à l'évidence. Les Européennes auraient-elles aussi attendu si longtemps si les peuples avaient voté? Dans les autres pays, c'est le gouvernement qui le décrétait. Mais chez nous, même les conseillers fédéraux et nationaux y étaient opposés.

Lutte sans fin?

Dimanche soir, j'ai regardé sur RTS2 le documentaire *De la cuisine au Parlement*, constitué d'archives sur la longue marche pour le droit de vote des femmes. Et le nombre incalculable de claques que nous avons reçues pendant plus d'un siècle, dont la non-élection de Lilian Uchtenhagen au Conseil fédéral en 1983, puis celle de Christiane Brunner en 1993. J'ai éprouvé une profonde tristesse devant ce concentré de propos machistes et méprisants, de déni, de violence, de torrents de haine déversés contre les femmes. Le patriarcat empoisonne encore toute la société. Mais il y avait aussi les moments festifs partagés, les manifs, on reconnaît quelques copines, me voici derrière une pancarte... À quand un salaire égal? Une retraite décente pour toutes celles qui se sont tuées à la tâche? La parité? Un congé parental digne de ce nom? Suffisamment de crèches? Des mesures efficaces contre le harcèlement sexuel? La lutte continue. ■

Huguette Junod



IL FAUT LE DIRE...

Quelque chose se trame

Dans de nombreux films apocalyptiques, un procédé consiste à diffuser en arrière-plan des alertes quant à la catastrophe à venir. Alors qu'un titre de journal s'inquiète de la propagation d'une épidémie ou qu'une radio, en fond sonore, signale des émeutes à l'étranger, le «héros» continue sa petite vie comme si de rien n'était. Si le personnage semble peu considérer ces messages, ceux-ci augmentent la tension pour le public qui voit le drame arriver.

C'est peut-être à la façon dont ces signaux faibles sont reçus par les protagonistes que nous percevons les récentes émeutes aux Pays-Bas contre les «restrictions sanitaires». Si elles ont fait monter la tension des politiques sur le vieux continent, elles ne nous ont pas permis de prendre conscience de ce qui pourrait advenir.

Pire, elles ont été utilisées par certains pour justifier leur politique de sauvetage de l'économie. C'est le cas du parti au pouvoir en France, la République en Marche, dont des membres ont confié à la presse craindre des actions massives de «désobéissance civile» et une «radicalisation» des mouvements sociaux. S'il est probable que ces confidences n'ont servi qu'à légitimer le fait de repousser un nouveau confinement «très serré», elles s'appuient sur un risque bien réel.

C'est que, face aux explosions de cas qu'ont connu le Royaume-Uni et le Portugal, dont la causalité attribuée aux nouveaux variants reste discutée bien que probable, et le risque qu'elles font encourir aux systèmes de santé, il ne semble y avoir d'autre choix que de tout fermer. Or, attendre que les cas montent de façon exponentielle pour réagir en décrétant un confinement conduit mécaniquement à repousser le moment où l'on pourra le lever.

Si les populations ont, pour l'instant, fait preuve de patience, c'est qu'elles ont un espoir. Celui de retrouver avec les beaux jours leur liberté. Soumettez quelqu'un à l'idée qu'il passera son été enfermé et voyez sa réaction. De la patiente résignation, vous verrez naître de la colère. Ajoutez-y la précarité galopante et vous obtiendrez une apocalypse citoyenne. Rappelons que le terme biblique d'origine grecque ne signifie pas «fin du monde» mais dévoilement, révélation. Celle qui nous attend s'appelle peut-être révolution.

Jorge Simao

Le parti solidarités en pleine division

GENÈVE • Deux clans se sont formés au sein de solidarités, au point de mener le parti au bord de l'implosion. Pour y voir plus clair, interview d'Alexander Eniline, président du PdT, une des composantes de la coalition Ensemble à Gauche (EàG).

La semaine dernière, une lettre ouverte, signée par le député de solidarités, Jean Batou, et appuyée par d'autres élu.e.s du parti comme Pablo Cruchon, Jean Burgermeister, Pierre Vanek, Rémy Pagani ou la conseillère nationale Stefanie Prezioso, mettait le feu aux poudres dans ce parti. Teneur des accusations? Le fait de ne pas avoir présenté de candidat.e de solidarités aux élections cantonales partielles du 7 mars. La missive faisait fi de la candidature de Morten Gisselbaek, candidat du PdT au scrutin. «La défection d'EàG est à nos yeux une faute politique majeure, en particulier vu la grave crise sanitaire, sociale et politique que nous traversons... Cette désertion est grave. Au bout de ce chemin de repli et d'accommodement avec le programme des dominants, il y a la disparition programmée d'EàG du parlement cantonal au printemps 2023», pouvait-on lire entre autres amabilités. Suite à ce brûlot, réponse du tac au tac de la part de la dénommée coordination de solidarités, regroupant des membres de la direction du parti comme la députée Jocelyne Haller. «La communication à laquelle nous réagissons découle malheureusement des tensions internes qui agitent solidarités depuis quelques mois. Elle s'inscrit dans une démarche programmatique d'un nouveau parti en gestation. Elle a peu à voir avec l'élection complémentaire dont elle parle abondamment, mais elle entérine la volonté de certain.e.s membres de solidarités de prendre leurs distances avec notre mouvement. A l'évidence sans le laisser indemne», assurait le texte. Président du PdT, une des composantes de la

coalition Ensemble à gauche, Alexander Eniline, nous éclaire sur ces passes d'armes.

Solidarités lave son linge sale en public. Quels sont les tenants et aboutissants de cette guerre interne?

ALEXANDER ENILINE Juste après les élections cantonales de 2018, où nous étions partis unis, Jean Batou a lancé l'idée de créer un nouveau «grand parti» à la gauche du PS. Cette proposition que nous avons refusée fait aussi débat au sein de solidarités et polarise les positions en deux clans. A cela se superpose un conflit interne de pouvoir à solidarités, marqué par le jusqu'au-boutisme de certains, qui n'ont pas l'habitude que l'on conteste leur pouvoir et de le partager, comme on a pu le voir au moment du départ-évacuation de quatre membres de solidarités, venu.e.s rejoindre nos rangs.

Les auteurs de la lettre ouverte veulent désormais pouvoir reverser leurs jetons de présence à qui ils veulent. Qu'est-ce que cela signifie?

D'après les accords conclus pour les élections au Grand conseil de 2018, les élu.e.s doivent reverser partie de leurs jetons de présence à la formation, qui les a fait élire. En proposant une rupture par rapport à ce système, Jean Batou et consorts indiquent qu'ils veulent pouvoir verser leurs indemnités au nouveau parti qu'ils souhaitent lancer et qui pourrait s'appeler Ensemble à gauche, résistons!

Genève a-t-il vraiment besoin d'un nouveau parti à la gauche du PS?

C'est du grand n'importe quoi. Ce parti prétend vouloir fédérer tout le monde, mais il fragmente



Le local de la rue des Gares à Genève restera aux mains de la coordination de solidarités, instance dirigeante de la formation. DR

encore plus la gauche de la gauche, en créant une organisation de plus. D'ailleurs, les réactions ne se sont pas fait attendre, partagées entre commentaires ironiques et constat catastrophé sur une division supplémentaire infligée à la gauche radicale, qui enlève toute crédibilité à ce nouveau parti.

La guerre interne de solidarités nous concerne de loin. Nous sommes engagés dans une campagne cantonale avec la candidature de Morten Gisselbaek (ancien membre de solidarités ayant rejoint le PdT) et nous essayons de faire au mieux un travail politique. Nous n'avons pas non plus décidé de notre future politique d'alliance. ■

Propos recueillis par Joël Depommier

Comment va se positionner le PdT face à tous ces remous?

Suffrage féminin jurassien

A l'occasion du 50^e anniversaire du vote fédéral sur le suffrage féminin, tous les médias reviennent sur l'histoire de cette difficile conquête. Nous nous permettons ici de rappeler quelques éléments concernant le Jura, rarement évoqués, car ce n'était qu'une partie du canton de Berne. En 1956 déjà, la majorité (51%) des électeurs du Jura bernois de l'époque acceptait l'introduction du suffrage féminin au niveau communal, mais grâce au Jura-Sud (54%). Le Jura-Nord (futur canton) le refusait de justesse (51%), et la majorité allemande du canton un peu plus nettement (55%), d'où le refus cantonal.

En 1959, lors du scrutin fédéral, curieusement, les trois districts du Jura-Sud penchent cette fois du côté du non, tandis que c'est l'inverse pour le futur canton, qui vote oui (51,7%), se situant entre NE (52,2%) et VD (51,3%), derrière GE (60%). Porrentruy est la ville de Suisse qui a la plus forte majorité acceptante (70,3%), devant Lausanne (64,4%).

Le résultat du futur canton est particulièrement surprenant, vu qu'il est catholique et un des plus ruraux de Suisse, deux facteurs négatifs partout ailleurs. Par exemple, Valais et Fribourg votent non à 70% (63 à 6% pour les parties romandes).

En février 1968, les électeurs bernois votent la proposition de permettre aux communes d'instituer le suffrage féminin. La partie allemande du canton refuse de justesse, mais la netteté du vote jurassien (68,4%) entraîne l'acceptation du projet. Dans la même année, presque toutes les communes jurassiennes modifient leur règlement dans ce sens.

Les mentalités changent rapidement, puisque le 7 février 1971, c'est avec 66,5% que le canton de Berne accepte l'égalité politique au niveau fédéral. Dans le Jura, c'est 79,4% dans le Jura-Sud et 83,9% dans le futur canton, comme VD, au 2^e rang derrière GE (91%). Et en décembre de la même année, les Bernois adoptent le suffrage féminin cantonal (82,9%).

Dans nos chiffres, nous avons tenu compte des territoires d'aujourd'hui. La ville de Moutier a nettement accepté le vote des femmes dans tous les scrutins évoqués, avec des pourcentages légèrement supérieurs à ceux du canton du Jura actuel. ■

Jean-Pierre Kohler

Réfugiés éthiopiens: retour vers l'enfer

SUISSE • Plusieurs organisations, associations et partis comme le PST-POP demandent un arrêt du renvoi des requérants en Ethiopie, au vu de la situation de guerre ouverte dans le pays.

Toute la semaine dernière, de nombreuses associations comme Solidarité Tattes, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) ou Amnesty se sont démenées pour dénoncer le vol spécial affrété le 27 janvier par le Secrétariat aux migrations (SEM) et Frontex afin d'empêcher un retour d'une demi-dizaine de requérants à Addis-Abeba. Le 26 janvier, soit un jour avant le vol, l'ONG zurichoise Asylex avait réussi à faire annuler le renvoi de deux ressortissants éthiopiens à partir des avis du Comité contre la torture des Nations Unies et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

A Genève, la mobilisation pour faire libérer Tahir T., requérant arrivé en Suisse en 2015 et incarcéré depuis septembre au Centre de détention administrative de Frambois, n'a pas faibli. En grève de la faim, celui-ci a été transféré le 27 janvier vers midi aux Urgences des HUG. Plusieurs dizaines de personnes se sont postées devant différentes sorties des hôpitaux afin de former une chaîne humaine symbo-

lique contre son renvoi. Suite à son transfert à l'aéroport de Cointrin, le mouvement s'est alors déplacé devant le Terminal 2, d'où le vol spécial devait partir. A 22h, le vol spécial Frontex, mutualisé avec l'Allemagne, s'envolait vers la capitale éthiopienne, avec escale à Athènes pour embarquer d'autres personnes déboutées. Outre Tahir T., se trouvait aussi à son bord Solomon, requérant éthiopien, habitant le canton de Vaud depuis sept ans.

Politique d'asile inhumaine

«Nous sommes choqués et dégoûtés, les autorités genevoises n'ont pas agi pour bloquer ce renvoi ignoble. Nous dénonçons un renvoi inqualifiable et exigeons le retour de Tahir et Solomon et la cessation des renvois!», a dénoncé dans la foulée l'association Solidarité Tattes. «Le monde entier sait qu'une guerre est en cours en Ethiopie et que des milliers de personnes meurent. A cela s'ajoute la pandémie de Covid, qui fait également rage dans ce pays. Cette expulsion est un

nouvel exemple de la politique d'asile inhumaine de la Suisse», a déclaré, de son côté, Gavriel Pinson, président du PST-POP. Il ajoute: «Nous devons faire tout ce qui est humainement possible pour arrêter et changer cette pratique honteuse». «En 2018, plus de 2,9 millions de personnes en Ethiopie ont été forcées de fuir à cause du conflit ethnique. Nulle part ailleurs dans le monde, il n'y a eu autant de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays en 2018. En juin 2019, une tentative de coup d'Etat a eu lieu. Des centaines de personnes ont ainsi été tuées arbitrairement. Depuis novembre 2020, le conflit entre la région du Tigré en Ethiopie et le gouvernement central s'est intensifié. Diverses sources font état de centaines de morts et de blessés, des centaines de milliers de personnes sont en fuite», rappelle encore le parti, qui exige un arrêt immédiat de toutes les expulsions et que la Suisse reconnaisse immédiatement que l'Ethiopie n'est pas un «pays sûr». ■

Réd.



IMPRESSUM

Société d'édition de Gauchebdo
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
Amanda Ioset, présidente

Rédaction
redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35
Joël Depommier, rédacteur en chef,
Jorge Simao, rédacteur,
Bertrand Tappolet, correcteur
et rédacteur,
Stéphane Montavon, dessinateur

Administration
administration@gauchebdo.ch

Publicité
www.gauchebdo.ch/tarifs-publicitaires

Abonnements
abo@gauchebdo.ch
www.gauchebdo.ch/abo
CCP 12-9325-6

Maquette
Solidaridad Graphisme,
1204 Genève

Impression
Pressor, 6, route de Courroux,
2800 Delémont

Parution
Gauchebdo paraît 40 fois par année

Gauchebdo a besoin de votre soutien!

CCP: 12-9325-6

Un forum social virtuel réussi

MOUVEMENT • Un marathon de neuf jours, avec près de 800 activités proposées par 1300 organisations, a constitué le Forum social mondial (FSM) virtuel 2021. Près de 10'000 personnes de 144 pays y ont participé. La prochaine étape sera le FSM au Mexique en 2022 sous réserve des conditions sanitaires.

«Ce que nous venons de vivre est un maillon de cette chaîne de 20 ans du Forum Social Mondial, une étape de confirmation et de renforcement», explique Rita Freire, journaliste et communicatrice, responsable de Ciranda.net – plateforme d'information sur l'altermondialisation créée en 2001 – et membre du groupe de facilitation ayant organisé ce forum virtuel. Face à l'ampleur de ce rassemblement dépassant toutes les attentes, même les plus optimistes, elle ne cache pas sa surprise et son enthousiasme.

Renforcement

Rita Freire revient en arrière et cherche un point de départ pour faire le bilan: c'est le Forum de résistance de Porto Alegre en janvier 2020. «Nous avons fixé de grands défis. Nous sommes parvenus à un consensus sur le fait que, pour continuer, nous devions assurer un FSM réactif, vigoureux, avec une réelle capacité de rassemblement et d'impact, ainsi qu'un engagement clair dans les luttes sociales», rappelle-t-elle.

La pandémie a imposé un changement de la feuille de route, mais pas des objectifs exigeants proposés. La grande question était de savoir si cette édition allait renforcer le FSM. La réponse aujourd'hui est positive: «Dès le premier jour, le 23 janvier, lorsque la marche virtuelle d'ouverture a eu lieu, nous avons réalisé que nous vivions quelque chose de vraiment incroyable. Avec échanges d'expériences, de vidéos, de réflexions de personnes venant des coins les plus reculés de la planète, ainsi que de riches contributions de mouvements et organisations sociales, dans des langues que nous ne comprenions pas toujours».

Paradoxes et contradictions

«Le virtuel peut être un allié des processus vivants, réels. Même s'il faut reconnaître que le digital n'est pas un support viable pour beaucoup de gens, surtout dans les pays qui n'ont pas les moyens de se connecter à l'Internet. Nous sommes confrontés à une deuxième contradiction, difficile



Le Forum social virtuel a débattu d'un monde d'après la pandémie, des combats féministes, des migrations et peuples indigènes notamment.

François Wavre

à résoudre pour l'instant. Pour communiquer, nous utilisons des appareils, des téléphones portables, dont les composants comprennent des matières premières provenant de pays comme la République démocratique du Congo, où ces ressources naturelles sont la cause de guerres et d'affrontements. Autre contradiction: pour l'instant, nous devons nous appuyer sur des médias monopolistiques, tels que Facebook, Zoom ou You Tube, sans disposer de nos propres outils libres, forts et souverains.»

Rita Freire observe et ajoute: «Nous pouvons utiliser le virtuel, sans oublier qu'il n'est pas nécessairement merveilleux ou juste et que, dans de

nombreux cas, il reflète un privilège qui est le produit d'un système d'exploitation inacceptable». Elle rappelle que la naissance même du forum en 2001, à Porto Alegre, a été réalisée grâce à l'appel lancé au monde via Internet. Et que, plus tard, les médias et les réseaux sociaux essentiels au mouvement altermondialiste ont commencé à être créés et renforcés.

Convergence des contestations

Lajournaliste affirme que ce fut une bonne idée d'avoir organisé ce forum 2021 sur la base d'axes thématiques précis. Les activités ont nécessité «des dialogues préalables entre les organisations, des consensus et des convergences, ce qui a renforcé un exercice

important pour les acteurs sociaux. Tout cela sans ignorer les différences et les éventuels conflits devant être résolus à l'interne. Durant des mois, ce forum s'est révélé un vaste processus participatif.

«De nombreux débats de l'actuel FSM ont porté sur les alternatives d'une planète post-pandémique, tant sur le plan environnemental, économique et informationnel, que sur la construction et le renforcement de la démocratie, les luttes féministes, les migrations, les peuples indigènes et les minorités ethniques», a-t-elle déclaré.

L'essentiel est, précisément, de comprendre ce dialogue constant entre les acteurs sociaux, non seulement comme une simple rhétorique

intellectuelle, mais dans la perspective «de renforcer les convergences, d'imaginer des actions et des mobilisations communes pour l'avenir, bref, de suggérer des propositions globales qui permettent de contester le pouvoir de ceux qui le détiennent», souligne-t-elle.

Force de propositions

«De nombreuses propositions discutées au FSM renforcent cet espoir futur», relève encore l'altermondialiste. Elle énumère quelques exemples: les travailleurs de Google avancent dans l'idée de construire un syndicat mondial unique; les communautés indigènes du Mexique développent des formes alternatives d'Internet; les médias libres cherchent à se renforcer; des organisations envisagent une grande campagne pour proscrire la pauvreté et anticipent des propositions concrètes au niveau national pour aller dans cette direction. Sans oublier également les débats sur le rôle des États dans des situations comme celle que nous connaissons actuellement, l'importance des services publics, le poids asphyxiant de la dette pour les pays du Sud etc.

Le processus se poursuit et le FSM prévoit une édition au Mexique l'année prochaine, si la pandémie le permet. «Rien ne remplace les étreintes. Nous ne pouvons pas danser ensemble sur Internet», souligne la journaliste brésilienne. Elle est convaincue que le présentiel et le virtuel devront être combinés. «Le Mexique pourrait être comme un centre, un cœur de l'événement relié au reste du monde, une formule multiculturelle et polycentrique. Un Forum Social Mondial configuré comme un sujet global, où la force des mouvements et des organisations s'exprime avec un réel impact. Le rêve possible d'une société civile planétaire mobilisée, remettant en cause le système hégémonique et construisant des alternatives post-pandémiques viables, fondement d'un monde plus juste et plus équitable», conclut Rita Freire. ■

Sergio Ferrari

Traduction: Rosemarie Fournier

Le privé, allié mortel du Covid-19

SANTÉ • Un rapport de Corporate Europe Observatory documente les effets néfastes de la privatisation des hôpitaux et des maisons de retraite sur la propagation du Covid-19.

«Les coupes dans le budget de la santé ont entraîné des pénuries de personnel et une réduction du nombre total de lits d'hôpitaux, tandis que l'augmentation des dotations des hôpitaux privés a été de pair avec une baisse des lits de soins intensifs, moins rentables pour les hôpitaux», affirme le rapport *When the market becomes deadly* de l'Observatoire européen des entreprises.

Le cas lombard

Citant une enquête du magazine politique et culturel britannique *New Statesman*, le rapport explique pourquoi une région aussi riche que la Lombardie a tant souffert au printemps 2020 des effets du virus. Entre 2010 et 2020, le nombre de lits pour les patients aigus a baissé, passant de 7 pour 1000 personnes en 1990 à 2,6 en 2015.

Dans le même temps, si les hôpitaux privés disposaient de près de 30% du total des lits de

soins aigus, ils n'avaient que 15% des lits de soins intensifs. «La capacité des hôpitaux privés à contribuer à la réponse face au Covid-19 était minimale. Ils étaient en effet habitués à laisser ce genre de choses aux hôpitaux publics», concluait le *New Statesman*.

Maisons de retraite impactées

Les effets de la privatisation ont été encore plus graves dans le cas des maisons de retraite médicalisées, dit Corporate Europe, où «celles-ci ont maintenu leurs coûts bas en embauchant très peu de personnel, souvent mal rémunéré, mal formé, percevant peu ou pas d'indemnités de maladie et n'ayant pas d'autre choix que de travailler occasionnellement dans plusieurs installations, ce qui a contribué à la propagation du virus.» Le rapport fait une mention spéciale du cas espagnol, où trois résidences sur quatre sont gérées par des entreprises privées, dont beau-

coup sont financées par des fonds publics. Les décès de personnes âgées dans leur lit suite aux ordres du gouvernement de la Communauté de Madrid de ne pas transférer les malades dans les hôpitaux «auraient été impensables dans un système qui aurait davantage pensé au bien-être des personnes âgées qu'au profit de l'entreprise». Rappelons que dans toute l'Europe, environ 60% des décès dus au Covid-19 sont survenus dans ces types d'établissements.

Lobby pro santé privée

Parmi les responsables de cette dérive, Corporate Europe cite le lobby «prolifère» de la santé privée à Bruxelles, comme l'Union européenne des hôpitaux privés (UEHP), dont la mission est de promouvoir un «marché intérieur dans le domaine des soins de santé». Son conseil d'administration comprend le groupe français d'hôpitaux et cliniques privés ELSAN. Son vice-pré-

sident est issu de l'association allemande des hôpitaux privés BDPK.

Le rapport relève aussi que le cabinet de conseil privé McKinsey, qui a joué un rôle important dans le processus de privatisation du système de santé public britannique, a approché la commissaire à la santé Stella Kyriakides au début du mois de mars dernier pour lui proposer d'aider à définir la réponse de l'UE à la pandémie. Depuis et en raison du secret des affaires, rien n'a plus filtré de cet éventuel partenariat, relève le rapport.

Dans ses recommandations, l'ONG réclame la fin de l'austérité dans la santé en Europe, mais aussi de restreindre les pressions en faveur de la libéralisation, de la commercialisation et de la privatisation, qui sapent les systèmes de santé publique et l'Etat-providence en général. ■

JDr

Infos complémentaires sur www.corporateeurope.org/en/2021/01/when-market-becomes-deadly

Nos amies les pieuvres, ces inconnues

SPECTACLE • L'expert serait désormais un animal des profondeurs dans un théâtre documentaire et poétique, songeur et scientifique ouvrant sur la découverte de l'univers méconnu des céphalopodes dans un échange de regards. A contempler en ligne.

L'intrigante production *Temple du présent – Solo pour octopus* est à visionner sur le site du Théâtre de Vidy. Le metteur en scène suisse de théâtre documentaire Stefan Kaegi du Rimini Protokoll (*La Vallée de l'étrange, Boîte noire*) en collaboration avec ShanjuLab, une compagnie artistique helvétique spécialisée dans le dialogue inter-espèces présentent un théâtre en aquarium hors normes. Entre des parois translucides, évolue une pieuvre aujourd'hui menacée d'extinction dans son milieu naturel. La poulpette possède 8 bras, 9 cerveaux, 3 coeurs et de ventouses par milliers. Elle se révèle multitâche, pouvant changer de couleur. De l'étude approfondie de cette espèce aux capacités cognitives exceptionnelles pourrait découler de pertinentes leçons d'adaptation à ses biotopes d'une humanité en perdition.

Interactions et mystères

«Comment aborder le silence des bêtes, ces messagers porteurs de promesses?», ainsi s'interroge l'écrivain marxiste John Berger. L'animal interagit ici avec une performeuse dans un rapport de curiosité ludique et de découverte mutuelle. Cette pièce joueuse interroge les regards croisés entre non-humain et humain. L'échange prend la forme d'un sidérant ballet unissant céphalopode et humain. Comme dans une toile abstraite, la silhouette de l'animal piste un point lumineux projeté, La performeuse l'approche par la main, le toucher ou le souffle. En voix off, des scientifiques s'interrogent sur les mouvements graciles et tactiles de l'octopus. Ou la manière d'appréhender une entité aussi énigmatique que déroutante. Tous ces éléments peu-



A la recherche de nouvelles symbioses avec le non-humain, le spectacle met en lumière Sète, poulpette pêchée en Méditerranée.

Philippe Weissbrodt

vent naturellement varier en fonction de la réactivité de l'animal.

Pieuvre, mots d'emploi

L'opus est produit dans le cadre de la série théâtrale abordant l'effondrement et le monde d'après, *Vous êtes ici* chapeauté par le collectif La République éphémère. Un feuilleton théâtral suspendu pour cause pandémique. Les deux artistes «soigneuses» de ShanjuLab vaudois, Judith Zagury et Nathalie Küttel se relaient pour étudier les paramètres de ce milieu, nourrir les animaux, partager du temps et

apprendre à se connaître.

Moins renommée que Paul, le poulpe oracle de la planète foot au Mondial 2010, la pieuvre Sète est la vedette de cette troublante création en aquarium scénique. Ses vitres et projections font écho à nos écrans Skype et Zoom sous confinement. S'y déploie un fragment de la *Seconde Élégie de Duino* de Rilke posant un univers hanté par anges et la mort. L'écrivain autrichien a la certitude lumineuse qu'il peut être accordé à l'homme «un peu d'humain, pur, étroit, retenu», suffisant pour qu'il y trouve un être

fécond et gorgé de sens. «Cet auteur m'a frappé dans sa manière de ressentir les choses ou les anges, la nature. Ceci sans précisément les percevoir pour un auteur éminemment solitaire. Il produit du texte plutôt qu'une relation. Ce moment de lecture fera peut-être ressentir quelque chose de l'intensité que la performeuse Nathalie Küttel connecte à cet écrit», confie Stefan Kaegi. Il existe aussi dans cette création, des références au cinéma fantastique, de *Vingt mille lieues sous les mers* dont on entend les échos de la scène d'attaque du calamar géant à la saga

Alien.

Le spectacle ouvre sur des questionnements éthiques et vitaux vertigineux. Pour les êtres, dont les animaux, et voix délaissées qui supportent et subissent en silence leur extinction, les changements climatiques, le braconnage et la pollution de leur biotope, le théâtre est possiblement là pour qu'ils ne soient pas ignorés, oubliés. Sans excès d'anthropocentrisme, le théâtre a ainsi la possibilité de ré-humaniser une espèce plus mangée qu'accueillie, traitée dans un rapport d'égalité et de respect mutuel. Ceci dans un dialogue visant à rendre visible le sensible. Reste ouverte la question de savoir si les animaux ont des droits comme «êtres sensibles» notamment. Force est de constater qu'ils sont niés par le rapport mortifère mangeur-mangé. Et donc l'esprit de la société consumériste, qui réduit les animaux à être des biens comme les autres.

A suivre les lignes introductives au spectacle, le poulpe ne supporte en général guère ses congénères, ne les rencontrant que pour s'accoupler puis mourir. «Contrairement à la légende, les poulpes sont très pacifiques. Quand on les côtoie en plongée, il n'y a vraiment aucune agressivité de leur part, juste une grande curiosité envers les humains et les objets qu'on leur tend. La personnalité de la pieuvre fascine, certains individus semblent manifester une forme de sympathie envers les humains, d'autres les fuient en les laissant dans un nuage d'encre», explique Ludovic Dickel, professeur de biologie des comportements¹. ■

Bertrand Tappolet

¹ Cité dans le livret, *Temps présent – Solo pour Octopus*, Th. Vidy, 2021.

A découvrir en ligne sur www.vidy.ch, du 8 au 10 février à 20h30

Le Manifeste éclairé

LIVRE • Voilà un ouvrage qui, par sa volonté réflexive et son intention pédagogique, s'inscrit tout à fait dans la célébration du centenaire du PCF.

Il propose, en effet, une lecture attentive du *Manifeste du parti communiste* – celui que publièrent en 1848 Marx et Engels. Il ne vise pas à en explorer tous les aspects, mais se propose d'y prélever six thèmes essentiels, qu'il parcourt en les saluant – là est le parti nouveau de l'étude proposée – pour en constituer l'éloge. Yvon Quiniou veut, en effet, nous expliciter son «admiration pour ce livre-manifeste». Pour cela, il se réapproprie la figure classique de l'éloge, mais qui n'a rien ici de celle académique ou funèbre, puisqu'il vise à mettre en lumière la vitalité et l'actualité intellectuelle et pratique d'une pensée et d'un combat qu'il soumet à l'examen d'une critique rationnelle. Ce qui signifie que le *Manifeste* n'est pas ici considéré comme «une bible intouchable» mais comme une œuvre qui appelle elle-même à la considération de ses propres limites et à la reconnaissance éventuelle des contradictions que ses thèses peuvent rencontrer. Les analyses d'Yvon Quiniou n'ont donc rien d'un panégyrique, car,

en bon disciple de Beaumarchais, il sait que, «sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur». Professeur de philosophie ayant derrière lui des années d'enseignement et l'écriture d'une œuvre abondante et multiple dans ses centres d'intérêt, le voici qui entraîne son lecteur dans un débat éclairé des thèses de l'ouvrage.

On croisera en route Marx et Engels bien entendu, mais aussi bien d'autres penseurs (comme Hobbes, Kant, Nietzsche, Bourdieu, et même Hayek) qui viennent ici en contrepoint pour illustrer, conforter ou combattre ce qu'affirment les deux amis. Ce qui donne au livre une tonalité de dialogue instruit qui n'exclut pas la critique vigoureuse quand c'est nécessaire pour marquer les clivages incompressibles. L'auteur souligne l'originalité de la conception d'une histoire saisie dans une conflictualité qui n'a rien d'une «opposition simplement duale» et dont le matérialisme résolu combat tout «pessimisme anthropologique». Il explore ensuite «l'instance de la production» sans la réduire à un

économisme qui se construirait sur une sous-estimation du rôle de la conscience. Il en vient à l'originalité de l'analyse du capitalisme en distinguant bien ses deux aspects dialectiques: d'abord l'éloge que lui rend Marx («un progrès formidable dans le sens de l'universel»), puis la dénonciation de son «autre face», celle des crises et du «désastre social et humain» qui se lit plus que jamais dans notre actualité. La fin de l'ouvrage (la démocratie, le passage au communisme, le communisme) confronte le texte étudié aux variations de la pensée de ses deux auteurs et à l'histoire du siècle dernier.

Une note finale précise deux compléments que lui ajoute notre époque: une pensée de la mondialisation capitaliste et une esquisse de la crise écologique montrant que «Green is red» («le vert est rouge»). Une lecture passionnante. ■

Bernard Vasseur

Paru dans *L'Humanité*

Yvon Quiniou, *Éloge raisonné du Manifeste du parti communiste*. Éditions de l'Humanité, 64 p.

Ce matin-là

LIVRE • Dans «Ce matin-là», Gaëlle Josse raconte l'histoire d'un «burn-out» qui aboutit à une profonde dépression.

Diplômée en droit, en journalisme et en psychologie clinique, Gaëlle Josse a déjà publié plusieurs romans, qui lui ont valu des prix littéraires. Dans ce court opus poignant, elle nous raconte l'histoire de Clara, une jeune femme qui semble avoir «réussi» dans sa carrière professionnelle, au sein d'une entreprise qui propose de petits crédits. Cependant une rencontre va commencer à ébranler ses certitudes: celle d'un couple de petits vieux humbles, qui quémande un peu d'argent pour pouvoir offrir, pour une fois, de beaux cadeaux à leurs petits-enfants, par ailleurs choyés par leurs autres grands-parents. Puis on assiste à une rapide et inexorable descente aux enfers. Celles et ceux de nos lecteurs et lectrices qui ont connu la dépression se retrouveront dans cette description quasi clinique de l'état psychologique douloureux que connaît Clara: coupure avec son entourage, léthargie et quasi-impossibilité de sortir de l'univers clos de son appartement, perte d'appétit, renoncement aux soins corporels les plus basiques, rupture avec son compagnon Thomas incapable de la comprendre, sentiment de culpabilité et craintes pour son avenir professionnel, recours aux antidépresseurs parfois abrutissants, maladresse de ses amis qui croient lui remonter le moral en la «secouant»... Tout cela

nous est dit dans une langue sobre, aux phrases courtes, qui sonne très juste.

Clara décide de répondre à l'invitation de ses amis Cécile et Bertrand. Ceux-ci, agriculteurs, malgré leur force de vie et leur bonne humeur, connaissent eux aussi des soucis, surtout financiers, et dus aux difficultés qui frappent aujourd'hui le monde agricole. Le contact avec ce couple authentique va permettre à Clara, peu à peu, de s'ouvrir à d'autres, de sortir du gouffre et de remonter à la surface, avant de réorienter sa vie professionnelle.

Implicitement, ce roman est aussi une critique d'une certaine société contemporaine, basée sur l'argent, la consommation, les rapports humains de plus en plus virtuels, les attentes sur le plan professionnel de résultats comptables, de «performances», qui engendrent le stress. La société où travaille Clara est presque caricaturale, avec son «consultant-coach», son «dressing code», son «ADN du groupe» vanté par la direction. La jeune femme y a été soumise à un véritable mobbing par sa supérieure hiérarchique aux paroles dépréciatives et humiliantes. Autant qu'un destin individuel, ce livre présente donc un monde où règne peu d'humanité. A lire absolument! ■

Pierre Jeanneret

Gaëlle Josse, *Ce matin-là*, Éditions Noir sur Blanc, 2021, 216 p.

Le bilan des trois élus municipaux POP et Fourmi rouge 2



Les candidat.e.s POP & Gauche en mouvement et Fourmi rouge 3



Le casse-tête de la déclaration d'impôt 4

ÉLECTIONS COMMUNALES 2021

Défendre les valeurs de la gauche combattive

Situation de crise inédite, la pandémie mondiale de COVID-19 n'a fait que révéler les dysfonctionnements inhérents au néolibéralisme et au mythe du marché qui s'autorégule.

Désormais, la Suisse ne peut plus cacher ses pauvres – les files d'attente en Suisse romande pour les colis alimentaires l'ont bien montré – et de nombreux travailleurs et travailleuses se retrouvent aujourd'hui au bord de la faillite ou de la précarité. Au nombre de 600'000 pauvres en Suisse avant le début de la pandémie, s'ajoutent désormais les chiffres de la surmortalité, des licenciements, des faillites et des lits d'hôpitaux manquants.

Alors que le fédéralisme a montré ses limites dans la gestion de la crise du COVID-19, l'urgence économique, sociale et écologique ne va faire que s'aggraver dans les semaines et les mois à venir. C'est dans ce contexte bien particulier que démarrent les élections communales dans le canton de Vaud. Le POP, en tant que parti visant à défendre les classes populaires, les travailleurs.euses, a un rôle de premier plan à jouer: pas seulement dans la gestion de la pandémie, mais aussi sur les enjeux d'équité fiscale, d'amélioration du vivre-ensemble, ou encore pour la transition vers un modèle d'écologie populaire, en particulier par l'instauration de la gratuité des transports publics. Point de situation sur les enjeux de ces prochaines élections communales à Lausanne et Renens.

Lausanne rouge?

À Lausanne, la législature 2016-2021 a été indubitablement marquée par l'élection du municipal popiste David Payot. Alors que Marc Vuilleumier quittait la Municipalité en laissant des développements importants au sein de la ville, singulièrement en renforçant la place du sport et son accès auprès des classes populaires, David Payot lui succède avec une stratégie d'alliance intelligente avec le PS et les Verts – non sans mettre à mal les espoirs farouches du PLR qui ambitionnait d'embourgeoiser davantage le collège Municipal. Ce qui a été décrit comme le «bloc de gauche» à l'exécutif n'a pas pu être malmené par la droite lausannoise.

En 2021, autre décor: l'attaque du ticket «rose-rouge-vert» à la Municipalité provient du camp des Vert.e.s, qui ont décidé de rompre une alliance ayant pourtant fait ses preuves. Ambitionnant de surfer sur la « vague verte », autrement dit le succès du parti lors des précédentes élections fédérales en 2019, ce dernier n'hésite pas à montrer les dents. La gauche combattive a pourtant toute sa place au sein de l'exécutif et le POP entend bien poursuivre les actions menées, dont certaines sont largement pionnières en Suisse; les budgets participatifs lancés en 2019 à Lausanne ont permis, pour la première fois dans notre pays, d'allouer une partie des ressources d'une ville aux habitants désireux de mener un projet d'intérêt public. Promouvant ainsi de nouvelles formes de sociabilité politique et une inclusion des citoyens dans la politique des quartiers, ces nouveaux outils de démocratie participative – qui s'inscrivent dans l'élan des budgets participatifs pionniers dans la ville de Porto Alegre au Brésil – n'auraient certainement jamais vu le jour sans Municipal rouge.

Au niveau du conseil communal lausannois, les élus populistes n'ont pas chômé au sein du groupe Ensemble à Gauche. Ainsi, s'il ne s'agit que des objets déposés ayant été acceptés, nous pouvons relever une résolution visant à lutter contre la fermeture des bureaux de poste, un plan d'action pour une reprise post-COVID sociale, écologique et solidaire, l'adoption d'un plan climat par la Municipalité, ou encore l'amélioration des conditions de tra-



Le POP est en campagne dans les communes pour défendre une politique populaire et solidaire.

François Graf

vail et de salaire pour les auxiliaires employés par la Ville. Ces engagements pour une ville solidaire, pour la défense des travailleurs.euses, et pour une véritable transition écologique ont également été activement portés par les militant.e.s dans les quartiers populaires avec notamment l'organisation d'assemblées de quartier.

Avec les 65 candidat.e.s de la liste Ensemble à gauche Lausanne (POP, solidaritéS et indépendant.e.s), le POP Lausanne entend apporter des solutions concrètes en phase avec la réalité locale. Le parti défend notamment la création d'un «fonds COVID» communal pour pallier les pertes de revenus des travailleurs.euses précaires ou indépendant.e.s, la gratuité des transports publics, ou encore la création d'une carte d'identité communale pour les sans-papiers. Parallèlement, toujours dans un souci d'inclusion politique citoyenne, le POP Lausanne a lancé l'élaboration collective d'un programme populaire: 150 propositions programmatiques ont été apportées par des citoyens et citoyennes, et discutées lors d'une assemblée publique. Le POP Lausanne s'engagera à défendre les propositions retenues lors de la prochaine législature.

Renens: bastion de la Fourmi rouge

À Renens, lors des élections communales en 2016, même si la Fourmi rouge perd des plumes au profit des socialistes, l'assise de la gauche combattive est confirmée. Avec le franc succès de l'élection de Didier Divorne à la Municipalité déjà en 2015 lors de la complémentaire, succédant à Jean-Pierre Rouyet, s'ajoute l'élection de Karine Clerc à la Municipalité, ainsi que 17 élus et élues au conseil communal un an plus tard. La législature en cours a permis aux élus de la Fourmi rouge de renforcer l'accueil de jour, de développer des outils pour améliorer la coopération intercommunale et de mener une politique active d'investissement en faveur du développement des infrastructures et de mobilité pour le bien commun. Ces engagements ne sont pas sans rappeler les combats historiques menés au sein de ce bastion popiste, notamment par les municipales Verena Berseth (1977-1981) et Marianne

Huguenin (2006-2016), à qui l'on doit notamment la première création d'un réfectoire scolaire, d'une crèche communale et d'un centre de planning familial.

C'est avec un fort engagement dans le tissu associatif local ainsi qu'une écoute et une aide pratique apportées aux habitants par le biais de permanences citoyennes, que les candidat.e.s de la Fourmi rouge comptent cette année encore défendre les valeurs de la gauche combattive par un programme ancré dans la réalité locale. Renforcement de l'accueil de jour, défense du travail syndical exercé auprès des entreprises rennaises et d'une fiscalité permettant une redistribution équitable des richesses, promotion du droit de préemption communal sur les terrains et bâtis, ou encore développement de la végétalisation des sols: voici quelques-uns des principaux chevaux de bataille de la Fourmi rouge durant cette campagne.

Perspectives

Dans les régions du Nord-vaudois, la Riviera et la Côte, le POP présente des candidat.e.s dans des communes où il a été absent durant les précédentes législatures, témoignant ainsi d'un dynamisme et d'un rajeunissement du parti cantonal. À Yverdon par exemple, cité au passé industriel où le POP comptait de nombreux militants ouvriers travaillant dans les industries locales (Paillard, Leclanché...), la section Nord-vaudois récemment recréée en 2019 compte sur ses candidat.e.s pour défendre notamment le commerce local, les conditions de travail dans le commerce de détail et mettre en place des mesures efficaces pour la captation des émissions CO₂.

Plus que jamais en cette période de pandémie, dans toutes les communes du canton de Vaud, il s'agira de défendre sur les lieux de travail, dans le tissu associatif local, comme au conseil communal et à la Municipalité, les valeurs de la gauche combattive et le projet d'une société qui place enfin l'Humain au centre, à contre-courant d'un système économique favorisant les arrangements communaux profitant aux plus riches. ■

Anais Timofte
Présidente POP Vaud

Edito

A quoi sert le POP?

Le POP existe depuis 76 ans dans notre canton. Il a connu des temps difficiles, mais il n'a jamais cessé d'être actif et des générations de travailleurs s'y sont investies. Depuis quelques années, de plus en plus de nos concitoyens adhèrent au POP. Mais pourquoi mettent-ils de l'énergie là-dedans? A quoi cela peut-il bien servir?

La raison est simple, le POP est un parti à la saveur unique. Et sa recette est tout aussi simple, vous prenez une bonne moitié d'idéal et ajoutez une autre moitié de concret. Le POP a pour projet et idéal le changement de système économique. Construire une économie démocratique, où le travail fait la richesse de tous et non de quelques-uns et où les travailleurs ont leur mot à dire dans les décisions qui les concernent.

Mais le POP, c'est aussi un outil concret, à la disposition de chacun, pour agir aujourd'hui et améliorer nos conditions de vie à tous. Car un popiste sait, comme tout citoyen bien avisé, que nos vies sont bel et bien sous l'influence de comment ont voté les élus au conseil communal, au grand conseil ou au conseil national. Pour rendre nos vies meilleures, nous devons peser sur ces votes. Le POP est donc présent dans les parlements et les exécutifs. Mais aussi sur le terrain, au sein des associations, des syndicats, à travers des permanences sociales et des permanences d'impôts. Et aussi directement auprès des habitants en réalisant des sondages de quartier afin de faire remonter des choses à améliorer au conseil communal. Et nos actions et revendications sont souvent couronnées par des succès à l'échelle locale!

De plus en plus de jeunes et moins jeunes habitants de notre canton ne s'y trompent pas et se saisissent de cet outil qu'est le POP pour contribuer à déboulonner la politique politicienne. Et en profiter pour refaire de la politique une question d'idéal, mais aussi une activité du quotidien, quelque chose de normal à la portée de chacun. C'est seulement ainsi que, selon nous, la majorité de la population s'exprimera vraiment et que la démocratie s'approfondira et s'étendra toujours davantage aux décisions économiques.

Envie de changer du goût de la politique fast-food? N'hésitez pas à réaliser cette recette popiste simple et savoureuses vous aussi chez vous, vous avez déjà tous les ingrédients en mains!

Paris Kyritsis

ÉLECTIONS COMMUNALES 2021

Le bilan des trois élus municipaux du POP

Le 7 mars, le POP présente 4 candidat.e.s pour des postes à la Municipalité: Carole Castillo, Didier Divorne et Karine Clerc sur une liste Fourmi Rouge à Renens, et David Payot sur une liste POP à Lausanne. L'occasion pour les trois municipaux.ales sortant.e.s de présenter leurs expériences et perspectives.



Les élus municipaux du POP et Fourmi rouge: David Payot, de Lausanne, Karine Clerc et Didier Divorne de Renens.

DR / Luc Chessex

En quoi votre rôle de municipal.e a changé votre perception de la politique?

KARINE CLERC En qualité de Municipal.e, on occupe toutes les places: on est dans les lieux où se discutent les projets, les budgets, présent.e.s dans les Directions des grandes institutions et fondations, et dans les services communaux. On est également dans les partis et on participe à la vie civile et associative. On occupe donc une position privilégiée au carrefour des habitant.e.s de la ville, des sociétés locales, des institutions, des commerçant.e.s et des entreprises, des autorités cantonales et régionales. Cela donne la possibilité d'informer sur le fonctionnement de ces différentes entités, de les représenter, d'y faire exister davantage de réalités que celles qu'elles couvrent également.

DIDIER DIVORNE La prise en charge d'un dicastère m'a permis de voir de l'intérieur la complexité des rouages administratifs. Et également de voir à quel point le personnel s'identifie à ses activités et prend à cœur de délivrer une prestation qui soit à la hauteur des attentes des collègues et de la population. Ma participation à de nombreux conseils d'administration en tant que représentant de la

municipalité a également été très éclairante quand aux différentes possibilités pour une entreprise ou une association de fonctionner.

DAVID PAYOT Quand je suis entré en fonction, je ne connaissais pas l'administration de l'intérieur. Et je dois dire que c'est une belle découverte: je n'ai pas rencontré des fonctionnaires, j'ai rencontré des professionnel.le.s du service public, qui s'engagent pour répondre aux besoins de la population. Et durant ces cinq ans, j'ai adoré donner la parole aux habitants, et permettre au personnel communal de répondre le mieux possible à ses missions.

Comment faire pour rester proche de la population et des mouvements sociaux lorsqu'on est élu.e?

KARINE CLERC Le municipalisme – autogouvernement populaire, théorisé par Murray Bookchin (1921-2006) – est une approche inspirante pour penser les enjeux locaux avec es citoyen.ne.s et chercher des moyens de s'en rapprocher. On en est toutefois bien loin dans notre organisation politique. Notre système représentatif a plutôt tendance à éloigner le monde politique des habitant.e.s d'une commune. Le taux d'abstention est élevé. En tant qu'élu.e, on peut créer les

conditions qui permettent aux gens de se sentir concernés, écoutés et encourager les initiatives locales, favoriser les informations, les consultations, les regroupements territoriaux et thématiques. Travailler avec les associations, les communautés, les groupes générationnels... partir de ce qui existe... prendre le temps de voir les gens et de dialoguer avec eux. Si on avance tout seul, on risque de devoir faire demi-tour.

DIDIER DIVORNE Ce n'est pas un problème en tant que tel. Il faut savoir rester à la disposition de la population, comme en faisant par exemple, comme David, Karine et moi, une permanence citoyenne ouverte à tou.te.s. De plus, on a la chance de croiser souvent des personnes qui nous reconnaissent et nous adressent une demande ou des commentaires sur ce qui se passe dans notre commune. Ces retours nous sont bien entendu indispensables et nous aident dans la compréhension de ce que tout un chacun est amené à vivre.

DAVID PAYOT Un.e municipal.e POPiste, ce n'est pas seulement une personne sur un siège, c'est un élément d'un parti, qui veut travailler pour et avec les citoyen.ne.s. C'est pour cela qu'une part de mon salaire a servi à financer une conseillère politique. Elle a permis de faire le lien avec le parti, les mouvements sociaux, notre groupe au Conseil communal et avec moi. C'est pour cela que nous tenons une permanence tous les lundis pour les citoyen.ne.s qui ont des problèmes ou des projets, aussi bien individuels que collectifs. C'est pour cela que nous avons organisé pour ces élections un programme populaire en trois étapes: les Lausannois ont pu nous faire leur proposition en décembre, ont pu choisir des priorités parmi ces propositions en janvier, et pourront suivre ces engage-

ments durant les 5 années de la prochaine législature!

Des exemples de vos réalisations concrètes durant la dernière législature?

DAVID PAYOT L'essentiel de ce bilan tient en trois points. Premièrement, renforcer l'accueil de jour, avec 1000 places de plus, et le développement de projets novateurs accessibles à toutes les familles comme l'espace récréatif de la Grenette. Deuxièmement, développer et rénover les infrastructures scolaires avec 135 millions d'investissements votés durant la législature et un plan d'assainissement et d'extension scolaire pour répondre aux besoins démographiques et d'assainissement énergétique, impliquant 450 millions sur 10 ans. Troisièmement, développer une politique des quartiers, conçue comme un dispositif de démocratie locale, avec le lancement du premier budget participatif de Suisse, l'ouverture du Terrain d'aventures de Malley et de la Maison de quartier du Désert. Mon bilan, ce n'est bien sûr pas le travail d'une seule personne. Je remercie le POP pour m'avoir présenté en 2016 et soutenu ensuite, la Municipalité pour avoir permis de financer ces projets, et tout le personnel de ma direction pour avoir transformé ces objectifs politiques en un service public, et un service au public.

DIDIER DIVORNE J'ai eu la chance de terminer quelques projets et d'en démarrer d'autres. Que ce soit un bâtiment scolaire, une nouvelle

crèche garderie, un bâtiment culturel tel que la Ferme des Tilleuls ou la Grange de Florissant, toutes ces réalisations ont demandé beaucoup de travail et de sueur. La politique du logement est également un point fort, avec un office qui est très efficace et se met en relation avec les autres partenaires liés au logement.

KARINE CLERC Nous avons participé à de nombreux projets. Ils vont de projets urbains à un soutien aux collectifs de quartiers, d'ainés, de soutien aux plus vulnérables et de démarches citoyennes à la construction de lieux d'accueil de jour, de lieux culturels et de projets favorables aux logements accessibles. L'ensemble des réalisations est un travail commun, issu d'impulsions politiques, de collaboration municipale et de travail intercommunal, d'engagement de l'administration. Ce qui fait la différence, ce sont peut-être de petites choses, mais essentielles: distinguer la participation d'une association à un événement comme simple «animatrice» plutôt que conceptrice, et réellement participer à l'élaboration d'un projet urbain ou culturel, reconnaître le travail des acteurs de terrain et leur donner un véritable rôle d'interlocuteur et d'expert. Et en retour, permettre à la population de connaître ses droits, le fonctionnement de l'institution politique et d'y trouver sa place. La politique, ce sont des interactions permanentes, et les conditions de ces interactions. ■

Entretien réalisé par POP Vaud

Election à la municipalité

Lausanne

Votez David Payot

Liste 3 POP & Gauche en mouvement

Renens

Votez Carole Castillo, Karine Clerc et Didier Divorne

Liste 3 la Fourmi rouge et POP & Gauche en mouvement

Impressum

Rédaction: Chauderon 5, 1003 Lausanne / **Responsable:** Christophe Grand / **Téléphone:** 021 312 06 76 / **E-mail:** info@popvaud.ch / **Abonnements:** info@popvaud.ch / **CCP Résistance:** 10-769952-7 / **Maquette et mise en page:** Solidaridad Graphisme / **Corrections:** Bertrand Tappolet


Ce journal vous a été envoyé gratuitement, si vous ne souhaitez plus le recevoir, merci de nous en informer à info@popvaud.ch

ÉLECTIONS COMMUNALES 2021


Les candidates et candidats POP et Fourmi rouge

AIGLE

Liste 6: Vert.e.s et ouverts



Bernard Borel
Pédiateur FMH, Conseiller communal



Jean-Marc Cousin
Ex-employé des musées cantonaux, membre de l'association Suisses-Immigrés

LAUSANNE

Liste 8: EAG Lausanne (POP, solidaritéS, Indépendants)



Laura Manzoni
Conseillère communale, neuropsychologue, comité Collectif Vinet-Beaulieu



Johan Pain
Retraité TL, Conseiller communal, SEV, AVIVO, ACIDUS



Céline Misiego
Conseillère communale, Feminista, SUD, SSP



Valentin Augsburg
Communication médiation culturelle, manivelle Lausanne

RENENS

Liste 1: Fourmi rouge, POP et gauche en mouvement




Karine Clerc
Conseillère municipale, travailleuse sociale, chargée enseignement



Didier Divome
Conseiller municipal, employé CFF



Carole Castillo
Empl. de commerce, pote Entraide familiale Renens, vice-présidente du Conseil communal




Byron Allauca
Employé TL, conseiller communal




Elham Bekiri
Peintre en bâtiment



Kébir Bekiri
Mécanicien auto



Verena Bereth
Blanchisseuse, conseillère communale



Hassna Chaaid
Coiffeuse, conseillère communale

NYON


Liste 6: Parti socialiste




Fabrice Chaperon
Responsable régional du syndicat Syna GE

BEX


Liste 1: socialiste et solidaire




Christophe Grand
Photographe et secrétaire cantonal du POP Vaud, Conseiller communal




Suzi Dulex
Employée de commerce




Jennifer Fayet
Employée de commerce




Isabelle Bonillo
Femme de théâtre




Behram Alabay
Chauffeur déménageur




Aydin Gürsel Bakir
Designer, membre Amnesty International




Magali Bringolf
Secrétaire comptable




Andrea Coduri
Travailleuse sociale, répondante association PAV



Özlem Dursun
Secrétaire AVIVO, interprète communautaire



Nawel Khemissa
Educatrice sociale, collectif Armoire à Couverture, mère famille nombreuse



Josée Jetzer
Association espace 44, comité + faitière association animation socio-culturelle



Elizabete Cunha
Concierge



Nicole Divome
Enseignante, conseillère communale, anc. présidente Conseil communal



Mohammed Eareby
Médecin, président Association Espace solidaire



Simon Favre
Ingénieur-chimiste, étudiant bio-tech, conseiller communal



Joao Guedes
Employé de commerce



Philippe Hertig
Ingénieur civil, conseiller communal



Chantal Keller
Enseignante



Vincent Keller
Informaticien, député, conseiller communal



Mehmet Korkmaz
Restaurateur, conseiller communal



Marina Lumovic
Assistante de gérance



Rade Lumovic
Comptable



Sébastien Maillard
Employé de commerce



Fozzia Manco
Secrétaire



Lucie Mauch
Musicienne



Augustin Mukamba
Empl. postal, conseiller communal, pdt du FAR



Sonia Paulino
Vendeuse

MONTREUX

Liste 6: Parti socialiste et indépendants de gauche



Cédric Marsens
Photographe



Alain Delseth
Berger



Fabrice Russo
Employé de commerce



Carlos Gozging Martinez
Sommelier



Eric Luthi
Magasinier

MORGES

Liste 1: Parti socialiste et indépendants de gauche



Jean-Bernard Thuler
Conseiller communal, maître serrurier constructeur, maison des associations, pro-velo Morges



Ayten Gür Karakuyu
Employée de commerce



Paris Kyritsis
Urbaniste, vice-président POP Vaud



Sevgi Koyuncu
Assistante socio-éducative



Joaquim Manzoni
Chargé de projet, membre comité AVIVO, Slow food



Sergio Medina
Communicateur social



Marta Pinto
Cadre administratif, présidente Fourmi rouge



Maria Rodriguez
Employée de bureau, conseillère communale



Reza Safai
Informaticien, conseiller communal



Marie Schneider
Secrétaire, conseillère communale



Maria Sisto
Ingénieure en développement logiciel



Vincenzo Sisto
Président du groupe Intérêt Migrants UNIA Vaud



Suzanne Sisto-Zoller
Retraitee, conseillère communale



Fatma Taifur
Vendeuse



Silvio Torriani
Médecin, conseiller communal, anc. président Conseil communal



Jérémie Willemin
Educateur de l'enfance



Kemal Yabalak
Chauffeur de taxi, poète



Joëlle Zahnd
Enseignante

CRISSIER

Liste 2: Regroupement écologiste et social pour Crissier (RESOC)



Djouad Souyad
Etudiant en génie mécanique

CHESEAUX S/LSNE

Liste 1: Avenir social et écologique



Loïc Borno
Géométicien



David Payot
Conseiller Municipal



Idriss Samim
Architecte informatique en robotisation



Patrick Savioli
Inspecteur



Anaïs Timofte
Politologue, présidente POP Vaud, association de quartier Prélaz Valency, AVIVO

LE MONT S/LSNE

Liste 4: Le Mont citoyen



Bertrand Martelli
Conseiller communal

YVERDON-LES-BAINS

Liste 5: Parti socialiste - POP | solidaire, populaire et durable



Luca Schalbeter
Généraliste en assurances sociales, Vice-pdt POP Vaud, Pdt POP Yverdon, Unia, ASLOCA, Slow Food



Michel Fleury
Retraité, ancien conseiller communal, Président de l'Association Suisse-Cuba Vaud



Afaf Chérif
Thérapeute, Comité POP Yverdon

ÉCUBLENS

Liste 1: Parti socialiste et indépendants de gauche



Dragan Rakic
Monteur de plancher technique et chef d'équipe



Jean-Paul Dudt
Conseiller communal, ingénieur des mines de Paris, Conseiller communal, ex-député

ETOY

Liste unique



Marc-Olivier Christinat
Informaticien



Bernard Caron
Retraité, conseiller communal




Yvo Piazza
Enseignant




Jérôme Ghedira
Mécanicien de locomotive

CORSIER SUR VEVEY


Liste 1: La Gauche!



Bernard Caron
Retraité, conseiller communal




Yvo Piazza
Enseignant



Jérôme Ghedira
Mécanicien de locomotive

VEVEY

Liste 2: Décroissance-Alternatives



Pierre Chiffelle
Avocat nature

ÉLECTIONS COMMUNALES 2021

Le POP en régions périphériques

Lors des élections du 7 mars prochain, le POP Vaud présente 85 candidats dans 16 communes différentes.

Une majorité des candidats que nous présentons sont essentiellement concentrés sur Lausanne et Renens, mais 26 autres sont en lice dans de moyennes ou petites communes. Ceci grâce à des listes d'alliance avec le PS ou les Verts. La multiplicité des candidats POP dans des régions très diverses telles que le Jura-Nord vaudois, Nyon, Morges, la Riviera ou le Chablais, montre que nous sommes une force de la gauche de la gauche qui est présente sur l'ensemble de notre canton y compris dans des régions périphériques et plus rurales. De plus nous pouvons nous réjouir d'un nombre de candidats grandissant, élection après élection. Et saluer le retour du POP à Nyon, Montreux, Vevey, Chevaux-sur-Lausanne ou encore Crissier. Ainsi, nous n'avions qu'un seul candidat sur la Riviera en 2016, alors qu'il y en a 9 aujourd'hui.

L'enjeu des élus populistes

Le POP est présent dans différentes régions du canton via des sections locales et des militants actifs sur le terrain, dans la rue à récolter des signatures ou impliqués dans le monde associatif régional. En parallèle, le POP estime que le militantisme peut aussi se développer en



étant actif dans les parlements communaux. Dans cette optique, il lui semble important d'inciter ses membres à se présenter en alliance avec d'autres forces politiques de gauche dans de plus petites communes de notre canton, où le POP n'est pas suffisamment grand pour y proposer des listes.

Être présent au conseil communal de Bex, Sainte-Croix ou Corsier-sur-Vevey n'est pas la même chose que de l'être au conseil communal de Lausanne. Il faut se rendre compte que dans une commune de 8000 habitants comme Bex, il y a moins de séances de conseil communal, peu d'enjeux politiques majeurs, moins de clivages gauche-droite et donc une politique générale peut-être plus

consensuelle et encore trop souvent conservatrice. Par leur volonté d'amener plus de justice sociale, fiscale et écologique, les élus POP ont un rôle à jouer en essayant de faire passer des projets politiques qui visent à améliorer le niveau et la qualité de vie des citoyens et citoyennes, en particulier des classes populaires, de plus modestes et des simples travailleurs.

Même seul, un élu popiste peut tenter, dans un conseil, de faire bouger un peu les lignes en émettant une série de propositions plus engagées sur des sujets d'enjeux actuels qui ne seront en tout cas pas traités par la droite et pas forcément par nos alliés de gauche (ex: l'urgence climatique, l'équité fiscale, la lutte contre la précarité, garantir un droit de préemp-

tion communal pour acquérir et construire des logements à loyers abordables ou développer de nouveaux outils démocratiques.) Mais parallèlement un élu et surtout dans de petites ou moyennes communes doit aussi avoir des implications au niveau local pour créer du lien social, discuter et échanger avec des citoyens ou des associations, relayer certaines de leurs idées au conseil.

Une véritable force de proposition

L'enjeu pour le POP d'avoir des élus dans des régions où nos sections sont faibles, c'est justement via les conseils, montrer que nous sommes actifs et surtout une véritable force de proposition. Cela dans l'optique de pouvoir mettre en avant notre travail et espérer nous développer, créer de nouvelles adhésions et ainsi renforcer et faire grandir nos sections locales. Prenons Nyon et Yverdon, deux villes qui ont été des bastions du POP et où aujourd'hui nous devons nous remobiliser pour redevenir une force politique qui pèse et influe dans le débat public régional.

C'est pour ces raisons que le 7 mars, il faut voter pour les candidats POP et leurs alliés de liste! ■

Christophe Grand
Secrétaire cantonal du POP Vaud

Faites un don au POP

Chères lectrices, Chers lecteurs, vous tenez entre les mains le journal *Résistance* du POP Vaud. Ce numéro est essentiellement consacré aux élections communales et municipales vaudoises pour lesquelles le POP Vaud est très engagé et compte bien se renforcer dans les divers parlements communaux pour défendre nos idéaux de justice: sociale, fiscale et climatique.

Notre parti ne vit que grâce aux cotisations de ses membres, aux contributions de ses élus et à quelques petits dons. C'est pourquoi nous faisons appel à votre générosité pour faire un don pour le journal *Résistance* ou pour soutenir le POP Vaud dans ses engagements politiques dans la campagne qu'il mène actuellement.

Nous vous remercions chaleureusement pour votre générosité

Parti Ouvrier et Populaire vaudois (POP) – Résistance
1009 Pully

IBAN: CH76 0900 0000 1076 9952 7
CCP: 10-769952-7

PERMANENCES IMPÔTS

Le casse-tête de la déclaration d'impôt

Le POP, la Fourmi rouge à Renens et le PdT à Genève soutiennent depuis des décennies les contribuables dans l'établissement de leurs déclarations.

Nous aidons nombre de personnes suisses et de nationalités diverses. Parmi elles, des jeunes et des plus âgés, des femmes et des hommes, des familles, les enfants qui viennent pour leurs parents en EMS, les travailleurs qui ne savent comment s'en sortir avec leur déclaration et qui ne peuvent payer une fiduciaire. Sans oublier des gens pour qui c'est la première fois, ceux qui ne savent pas bien comment déclarer une maison ici ou à l'étranger ou s'en sortir avec quelques comptes en banque... le plus souvent des gens modestes mais pas seulement!

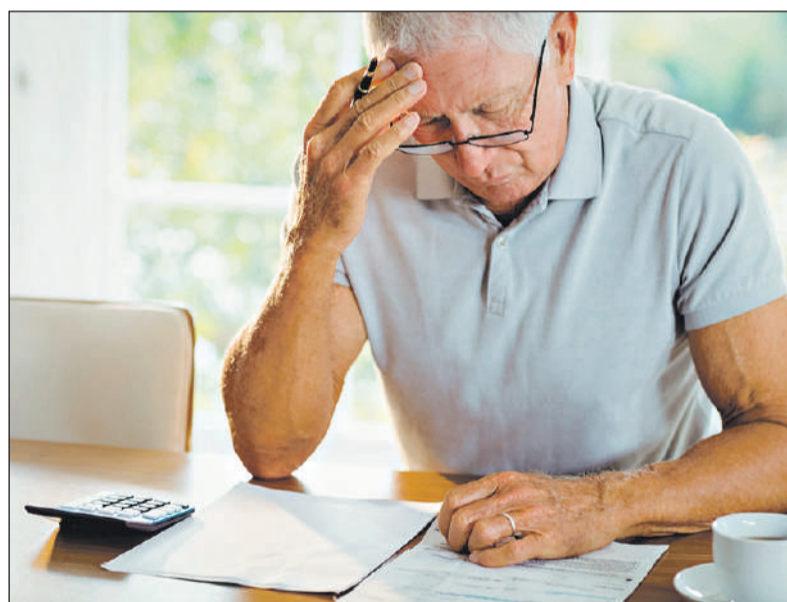
Toutes ces personnes peuvent profiter de notre maîtrise dans le domaine et de nos conseils. Parce que nous ne nous limitons pas seulement à établir leur déclaration. Mais les conseillons aussi pour qu'ils puissent avoir accès à leurs droits, subsides, PC AVS/AI (prestations complémentaires AVS/AI), PC familles, bourses et autres aides diverses qui pourront soulager ceux qui ont des revenus plus modestes.

Nous savons que l'impôt permet au canton et communes de répondre aux besoins de leurs habitants. Il est nécessaire, mais devrait être plus progressif. En remplissant la déclaration d'impôts avec nous, vous pouvez contrôler si vous faites valoir toutes les déductions auxquelles

vous avez droit et vous renseigner sur vos droits sociaux.

A la liste habituelle de documents à apporter, devra s'ajouter cette année la décision de subsides 2020 (s'il y en a eu) et toutes les polices d'assurance maladie 2020 de la famille. En effet, cette année, la déduction pour assurance maladie se fera différemment: nous devrons indiquer le total des primes payées et y déduire les subsides touchés, si c'est le cas. La déduction aura un plafond maximal de 3200 francs par adulte et de 1300.- par enfant.

Une augmentation de la déduction, on aurait pu s'en réjouir! Malheureusement, on ne le peut pas vraiment. Pour les familles économiquement les plus faibles, ce ne sera pas le cas. En effet, pour 8,6% des contribuables, les bénéficiaires de prestations complémentaires AVS/AI (PC AVS/AI) ainsi que de rentes-pont qui touchent un subside complet et ne paient donc pas de prime d'assurance maladie, la déduction sera égale à 0! Ce qui signifie que leurs impôts vont augmenter!!! Ils vont donc devoir puiser dans les prestations complémentaires (PC) pour faire face à cette augmentation, alors qu'ils sont obligés de recourir à l'aide de l'Etat pour couvrir leurs besoins vitaux et payer leur loyer. Les bénéficiaires de subsides partiels



Si votre déclaration est un casse-tête, le POP est là pour vous aider.

Adobe Stock

élevés pourraient se voir dans le même cas de figure.

Marc Vuilleumier, député popiste, intervient au Grand Conseil à ce sujet pour demander que les contribuables économiquement les plus faibles, n'aient pas à subir cette injustice. Si le but était d'augmenter la déduction de primes d'assurance maladie pour soulager la classe moyenne, cet effet pervers s'est introduit dans cette louable décision, effet qui n'était pas désiré par le législateur. Espérons que le Grand Conseil saura combler cette grave lacune! ■

Françoise Becker et Andrea Eggli

Les permanences

Lausanne

Les lundis de 17h à 19h, au secrétariat du POP, place Chauderon 5, 2^e étage, à Lausanne, de mars à mai, si les conditions sanitaires le permettent et dans le respect des mesures fédérales et cantonales. Merci de vous informer au secrétariat.

Renens

Les samedis matins de 9h à 11h30, au Bol d'Or (Maison du Peuple), rte de Crissier 6 à Renens, du 13 février à Pâques.

Les mercredis soir de 19h à 20h 30, à l'Entraide Familiale, rue de l'Avenir 25, toute l'année.

VOTRE DÉCLARATION D'IMPÔTS VOUS MET LA TÊTE AU CARRÉ ?



RETROUVEZ LE SOURIRE À LA PERMANENCE D'IMPÔTS!

sans rendez-vous

prix accessibles proportionnels aux revenus


DE 17H00 À 19H00 LES LUNDIS DE MARS À AVRIL

POP GAUCHE EN MOUVEMENT

Secrétariat POP Vaudois
Place Chauderon 5 — 1003 Lausanne
face à la Movida, au 2^e étage

021 312 06 76 — info@popvaud.ch — www.popvaud.ch

LISTE DES DOCUMENTS UTILES POUR TROUVER LA SOLUTION :



- Documents reçus de l'administration des impôts (avec numéro de contribuable et code de contrôle)
- Copie de la dernière déclaration, de la dernière taxation
- Certificats de salaires, 2^e pilier, rentes AVS, AI, viagère, ...
- Pension alimentaire reçue ou versée
- Attestations comptes, banque, poste, ... (y.c. fortune à l'étranger)
- État des titres
- État des dettes et des intérêts
- Versements au 2^e et 3^e piliers
- Décompte annuel de la caisse maladie pour les frais médicaux, pharmaceutiques, factures frais dentaires, lunettes, ...
- Frais formation, recyclage professionnel ou formation professionnelle complémentaire (perfectionnement)
- Frais de garde d'enfants
- Dons à des institutions d'utilité publique
- Pour les propriétaires: dettes et intérêts hypothécaires, frais entretien immeuble, impôt foncier, ECA, assurance immeuble (y.c. immobilier à l'étranger)
- Subsides + polices d'assurance 2020 (base et complémentaire)